

L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

> Les enjeux de la question

Ce chapitre vise à montrer **l'impact de la crise économique mondiale sur les sociétés et les équilibres politiques**, à court, moyen et long terme. La crise qui débuta par le Krach boursier de Wall Street en 1929 fut la plus dramatique crise économique et financière connue par l'humanité. Le cours dégagera tout particulièrement les caractéristiques du capitalisme dans les années 1920, le passage d'une crise américaine à une crise mondiale et l'émergence d'un chômage de masse aux États-Unis et en Europe.

Il s'agit dans un premier temps de voir comment la crise s'est mondialisée, passant des États-Unis au reste du monde dans les années 1930, pour observer ensuite les répercussions sociales et politiques deux côtés de l'Atlantique avant de voir les politiques mises en œuvre pour tenter d'endiguer ses effets néfastes.

La leçon s'appuiera sur deux points de passage et d'ouverture plus ou moins approfondies : F. D. Roosevelt et le New Deal et la politique économique du Front populaire.

Problématique possible

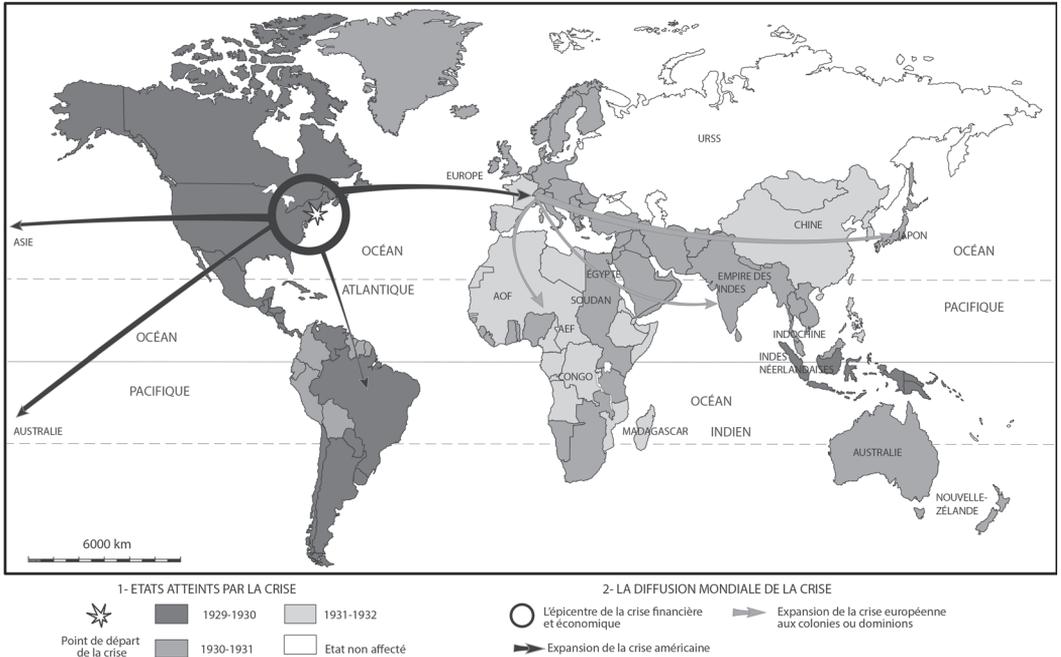
En quoi la crise mondiale de 1929 a-t-elle affectée les sociétés et les régimes politiques en place ?

> Les mots-clés de la question

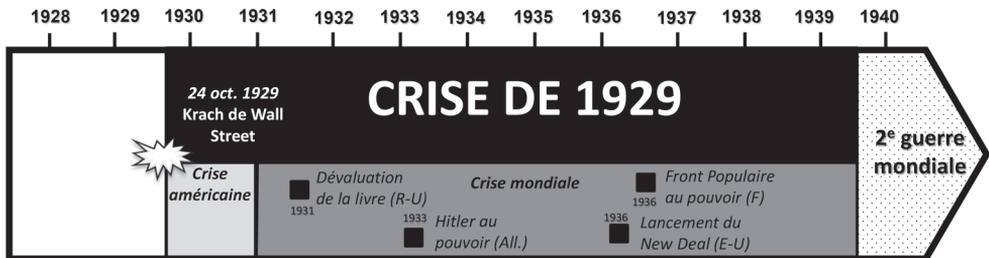
- **Prospérité** : période économique marquée par l'expansion, l'abondance et la richesse.
- **Spéculation** : opération financière profitant des fluctuations des prix du marché pour en tirer profit : achat au plus bas et vente au plus haut.
- **Krach** : Effondrement brutal des cours de la Bourse.
- **Crise économique** : baisse profonde et durable de l'activité économique.
- **Dévaluation** : diminution volontaire de la valeur d'une monnaie par un État.
- **Nationalisation** : transfert de la propriété privée à l'État.
- **Antiparlementarisme** : idéologie politique opposée à un régime parlementaire.
- **Fascisme** : idéologie politique nationaliste prônant la puissance de l'État. Il institue un régime autoritaire.

> Les repères de la question

La crise de 1929 et sa diffusion mondiale (1929-1932)



Chronologie sommaire de la crise mondiale de 1929



Appelée aussi la « Grande Dépression », la crise qui débuta en 1929 marqua les esprits par son ampleur inédite et les drames qui s'ensuivirent. Commencée aux États-Unis, suite au krach boursier de Wall Street du jeudi 24 octobre 1929, elle se diffusa rapidement à l'Europe et au reste du monde entre 1930 et 1932. Crise économique et financière, elle devint rapidement multiforme, affectant les sociétés par le chômage de masse et la misère et provoquant une remise en question des gouvernements impuissants à résoudre cette crise. En quoi la crise mondiale de 1929 a-t-elle affecté les sociétés et les régimes politiques en place ?

1. Une crise financière et économique partie des États-Unis

▣ Les origines de la crise

Une prospérité insolente dans les années 1920 aux États-Unis

Le pays connaît entre 1922 et 1929 une grande prospérité économique marquée par une forte augmentation des productions industrielles liées à l'apparition de nouveaux produits et aux nouvelles méthodes de travail (fordisme). Les États-Unis entrent dans la société d'abondance avec une consommation favorisée par les crédits bancaires, la publicité et l'augmentation des salaires. Le plein-emploi est le signe d'une bonne santé économique.

Les principales causes de la crise

Elles sont complexes et multiples mais deux éléments sont essentiels pour comprendre :

- Une crise de surproduction : l'agriculture et l'industrie ont profité des bénéfices pour investir et se moderniser. Les productions augmentent considérablement mais la consommation reste stable. Les prix baissent puisque l'offre est supérieure à la demande. La production automobile chute alors de plus de 600 000 voitures à près de 400 000 entre janvier et octobre 1929, faute d'acheteurs.
- Une crise de spéculation : avec la prospérité économique, la spéculation gagne la bourse de New York. Banques et particuliers s'endettent pour acheter des actions contribuant à une hausse élevée et superficielle du cours des actions. On parle de « bulle spéculative » qui peut éclater en cas de perte de confiance des investisseurs.

Le Krach de Wall Street le 24 octobre 1929 marque le début de la crise

Le 24 octobre 1929, le krach de la Bourse de New York, Wall Street, déclenche la crise de 1929. On parle de « jeudi noir ». Plus que la cause profonde de la crise, cet épisode marque le signal de la récession, son début. 13 millions d'actions sont mises en vente sans trouver d'acheteurs, provoquant la chute des cours. Le mardi 29 octobre, une nouvelle vague de panique s'empare de la bourse. Des millions de gens qui croyaient s'enrichir à la Bourse furent ruinés.

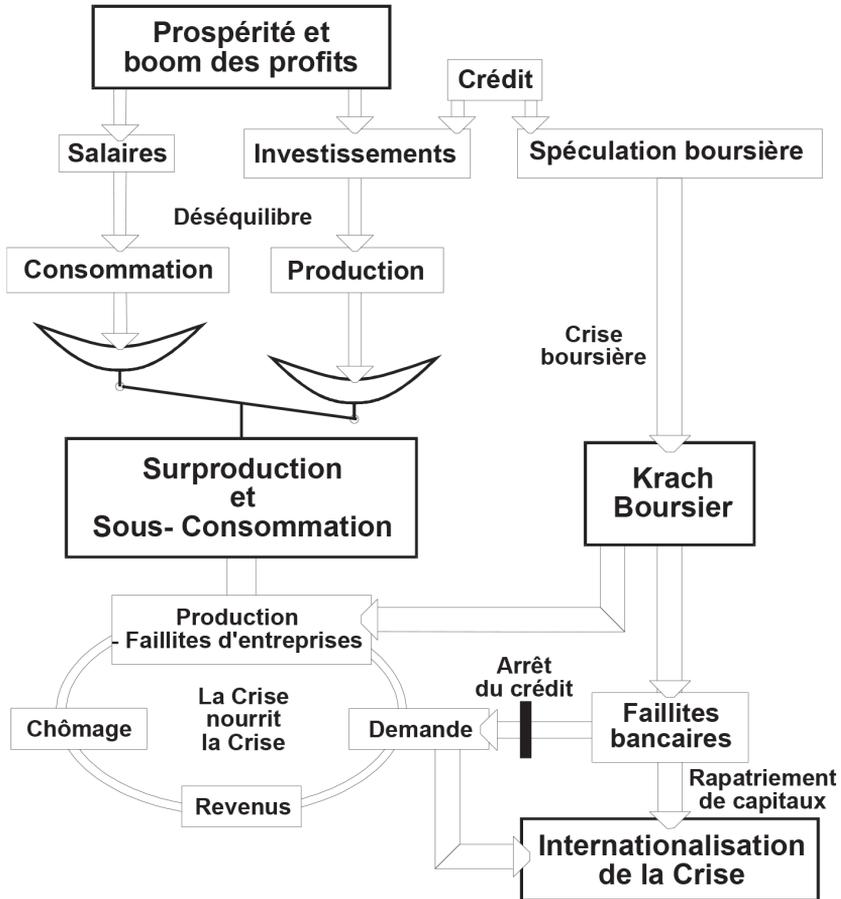
▣ De la crise boursière à la récession aux États-Unis

La crise boursière s'étend aux banques et aux entreprises

La crise boursière aggrave la crise de l'économie réelle, qui se transforme en dépression durable en faisant chuter l'investissement et la consommation. Les épargnants se précipitent dans les banques pour retirer leur argent et les emprunteurs (entreprises et particuliers) ne peuvent plus rembourser leurs emprunts. C'est la faillite de nombreuses banques. La baisse brutale de la consommation et la baisse des prix provoquent la fermeture d'entreprises.

Un cercle vicieux: « la crise nourrit la crise ».

LE DECLENCHEMENT DE LA CRISE DE 1929 ET SES MANIFESTATIONS



❑ L'extension mondiale de la crise dans les années 1930

Les mécanismes de l'internationalisation de la crise

La dépression s'étend à l'ensemble du monde et dure une décennie entière. Trois mesures vont provoquer l'extension de la crise à l'échelle mondiale :

- Le rapatriement des capitaux américains aboutit à la faillite des banques européennes.
- L'augmentation des tarifs douaniers des États-Unis réduit les exportations et nuit aux entreprises européennes.
- La dévaluation du dollar en 1934 de 40 % accentue les difficultés.

La crise montre l'interdépendance des économies et le poids des États-Unis dans l'économie-monde, signe d'une mondialisation encore émergente. La dépression provoque un ralentissement du commerce international. Chaque pays met en place des mesures protectionnistes qui aggravent la crise.

L'Europe est touchée plus tardivement

L'Autriche et l'Allemagne sont les deux premiers pays les plus touchés car les capitaux américains y étaient très importants. La faillite de banques engendre une panique bancaire. Les entreprises à court de crédit doivent liquider leur production à bas prix et les fermetures s'enchaînent. En 1932, l'Allemagne compte 6 millions de chômeurs. Le Royaume-Uni souffre lui aussi avec un million de chômeurs. La France se croit longtemps préservée mais si elle est atteinte plus tardivement, les effets seront aussi plus tardifs. Le chômage explose entre 1931 et 1932. La dévaluation du dollar en 1934 pénalise les exportations françaises.

L'Amérique latine est aussi affectée (PPO)

Le sous-continent américain est miné par le ralentissement des activités industrielles et du commerce international. Les pays d'Amérique du Sud dépendent de leurs exportations de matières premières et agricoles. À la fin des années 1920, leur modèle de développement était basé sur la promotion des exportations. Le mécanisme de propagation de la crise vers ces pays du Sud passe par la chute des achats de produits bruts (café, sucre, minerais, blé, viande...) par les États-Unis et l'Europe. Les exportations chutent durablement entre 1929 et 1939: 30 % pour le Brésil, 40 % pour le Mexique, plus de 70 % pour le Chili. Croissance et développement sont en berne pour ces États. Le symbole de ces méventes est l'utilisation au Brésil du café pour faire fonctionner les locomotives à vapeur. La Grande Dépression va balayer en quelques années la plupart des régimes politiques en place.

2. Une crise mondiale aux répercussions sociales et politiques graves

▣ Les conséquences sociales dramatiques

Un chômage de masse inédit

Dans tous les pays, l'effondrement des prix agricoles et industriels pousse à une diminution des productions et à la faillite d'entreprises qui provoquent le chômage. On compte 40 millions de chômeurs dans l'ensemble des pays industrialisés en 1932, dont 12 millions aux États-Unis. Les taux de chômage atteignent des sommets vers 1932-1933: 15 % en France, 22 % en Grande-Bretagne, 25 % aux États-Unis et 44 % en Allemagne. Les systèmes de protection et d'indemnisation sont presque inexistants. La crise économique devient sociale.

Le développement de la misère

Des manifestations et des marches contre la faim sont organisées en Europe et en Amérique du Nord. 25 000 chômeurs manifestent à Paris le 10 décembre 1932. La marche de la faim de Jarrow le 5 octobre 1936 est restée mémorable. Une foule de chômeurs

se rassemble et prend la route en direction de Londres. Les soupes populaires viennent aider les sans travail. L'exclusion s'installe et la misère progresse. La solidarité est le fait de d'organisations religieuses et privées plus que des États.

Trois catégories sociales sont particulièrement meurtries

- Les paysans : ils sont les premiers touchés avec la baisse des prix agricoles. Céréales, lait et autres denrées ne trouvent plus d'acheteurs. Les ouvriers agricoles sont licenciés et les fermiers endettés doivent vendre leurs terres. L'exode rural s'accélère.
- Les ouvriers : principales victimes du chômage mais aussi de la baisse des salaires. La précarité de leur existence s'accroît.
- Les classes moyennes sont aussi atteintes avec la faillite des bourses et des banques. Les épargnants sont ruinés : artisans, fonctionnaires et rentiers.

▣ Les conséquences politiques

L'intervention des États dans l'économie

La crise de 1929, comme la Première Guerre mondiale, réintroduit l'État dans le jeu économique, remettant en cause le libéralisme et son « laisser-faire ». Les États ont tenté de lutter contre la crise économique et ses effets sociaux. Jusqu'en 1934, ils tentent de juguler la dépression par des mesures d'austérité en réduisant les dépenses, du protectionnisme et la dévaluation des monnaies. Puis, avec Roosevelt et son New Deal, les États ont tenté de jouer sur la consommation et les investissements pour relancer l'économie.

La crise des démocraties

L'impuissance à résoudre la crise économique entraîne une remise en cause des démocraties. Les mesures impopulaires comme la montée des impôts ou la baisse des salaires des fonctionnaires s'ajoutent à des scandales de corruption. Les gouvernements se succèdent sans pouvoir apporter de remèdes efficaces. L'antiparlementarisme se développe. En France, une manifestation à Paris le 6 février 1934 contre les parlementaires dégénère et donne lieu à des affrontements violents. La crise devient politique.

La montée des extrêmes et des dictatures

Désespérées, les populations se tournent vers d'autres partis et ligues qui rejettent la démocratie. Le discours du fascisme par son dynamisme contraste avec le monde politique des régimes parlementaire qui paraît usé. En Allemagne, Hitler profite de la crise pour apparaître comme un « dernier espoir ». À la tête du premier parti en Allemagne, il est appelé à devenir chancelier le 30 janvier 1933. Les dictatures s'imposent aussi en Europe de l'est : Bulgarie, Grèce, Roumanie, pays Baltes. En 1938, il ne reste plus qu'une dizaine de démocraties à l'ouest. Le même processus se produit en Amérique latine : le Brésil, l'Équateur, l'Argentine, le Guatemala, le Pérou, le Venezuela et Panama sont victimes de coups d'État entre 1930 et 1933. Es régimes populistes sont mis en place avec des hommes forts comme Vargas au Brésil (1930-1954), Cardenas au Mexique (1934-1940) ou Péron en Argentine (1943-1955). L'URSS et son système communiste sort aussi renforcée en étant épargnée par la crise. Le communisme constitue un espoir pour tous les défavorisés des pays capitalistes touchés par la misère. Un autre monde est possible.

❑ Comment résoudre la crise ?

La nécessité de relancer l'économie par la consommation et les investissements

Tout comme l'inaction prônées par certains hommes d'État, les solutions libérales ont échoué. L'économiste Keynes affirme que L'État doit se substituer à l'initiative privée des entreprises et des particuliers incapables de consommer ou d'investir. Il veut relancer la consommation par un système d'aides aux populations et l'investissement par une politique de grands travaux. Les dépenses supplémentaires de l'État seront couvertes par l'emprunt puis par les bénéfices de sortie de crise. Le candidat démocrate à la présidence des États-Unis, Roosevelt en est séduit par ces idées et propose à ses concitoyens une nouvelle donne, un « New Deal ».

Le « new Deal » de Roosevelt aux États-Unis en 1934 (PPO)

Si le New Deal fut d'abord un catalogue de promesses d'un candidat en campagne, les mesures prises par Roosevelt eurent le mérite de redonner confiance aux Américains. Le New Deal est le nom de la politique menée par le président Franklin Roosevelt entre 1933 et 1939 avec deux séries de réformes pour relancer l'économie des États-Unis. Plusieurs mesures furent prises :

- Mesures monétaires et financières : dévaluation du dollar de 40 % pour favoriser les exportations.
- Mesures pour l'agriculture : baisse des prix par des incitations à baisser les productions.
- Politique de grands travaux : pour permettre la reprise de la production industrielle : déboisement, construction de barrages hydrauliques, de routes...
- Mesures sociales : les grands travaux permettent d'embaucher de nombreux chômeurs. Le *Social Security Act* met en place une assurance contre le chômage, la vieillesse et l'invalidité.
- Si le New Deal permet d'enregistrer des progrès économiques, il est surtout une réussite politique et sociale, consolidant la démocratie américaine et redonnant confiance à la population. La Seconde Guerre mondiale permettra d'effacer totalement les effets négatifs de la crise.

Le Front populaire en France en 1936 (PPO)

Jusqu'en 1936, la France resta fidèle aux mesures traditionnelles de sortie de crise : baisse des dépenses, dévaluation et hausse des taxes douanières. En 1936, l'union des partis de gauche (SFIO, radicaux et PCF) dans un front populaire permis de remporter les élections et de mettre en place des mesures de relance inspirées du New Deal :

- La dévaluation de 1936 doit permettre de renforcer la compétitivité des exportations.
- L'État prend en mains l'économie en nationalisant des entreprises stratégiques : armement, sociétés de chemin de fer (SNCF), banques...
- Il met en place une politique sociale pour relancer la consommation :
 - Les accords Matignon de la nuit du 7 au 8 juin 1936 :
 - création des contrats de travail.
 - création des délégués du personnel et reconnaissance de la liberté syndicale.
 - augmentation de salaires (de 7 à 15 %).

Désormais, l'État joue un nouveau rôle : arbitre entre patronat et syndicats.

- Les lois sociales du 11 juin 1936 :
 - semaine de 40 heures (jusqu'à 48 heures par semaine)
 - 2 semaines de congés payés par an.
 - Création du secrétariat aux loisirs et aux sports, et des auberges de jeunesse.
 - création de conventions collectives définissant les droits des salariés dans chaque branche économique.

Mais, la dévaluation est trop tardive. Le déficit budgétaire de l'État devient abyssal et oblige le gouvernement à mener une politique de rigueur. Les mesures sociales ont fait augmenter le coût du travail de 50 %. Attaqué de toutes parts, Léon Blum doit finalement démissionner en 1938. Si la politique du Front populaire est un échec économique elle est une réussite sociale et politique indéniable. La France reste toutefois durement affaiblie par la crise économique alors qu'elle s'apprête à entrer dans la Seconde Guerre mondiale.



Les enjeux de la crise de 1929 ont ainsi dépassé le simple champ économique. La violence de la dépression et ses effets dramatiques sur les populations ont remis en cause les fondements mêmes des systèmes politiques démocratiques. En Allemagne, la « Grande dépression » fut sans aucun doute le facteur principal de l'arrivée au pouvoir des nazis.